

N° 5023⁵**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2003-2004

PROJET DE LOI

modifiant

- 1) la loi du 30 juillet 1999 concernant
 - a) le statut de l'artiste professionnel indépendant et l'intermittent du spectacle
 - b) la promotion de la création artistique
- 2) la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail

* * *

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(2.3.2004)

Par dépêche du 12 septembre 2002, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a saisi le Conseil d'Etat pour avis du projet de loi modifiant 1. la loi du 30 juillet 1999 concernant a) le statut de l'artiste professionnel indépendant et l'intermittent du spectacle b) la promotion de la création artistique 2. la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail.

Le projet de loi, élaboré par la ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, était accompagné d'un exposé des motifs, d'un commentaire des articles ainsi que d'un texte coordonné de la loi du 30 juillet 1999 tenant compte des amendements proposés.

Le 31 mars 2003, le Conseil d'Etat a encore été saisi des avis de la Chambre des employés privés et de l'Association des techniciens et acteurs du cinéma. L'avis de la Chambre des métiers lui a été transmis le 7 juillet 2003, alors que l'avis de la Chambre de commerce lui fut communiqué par dépêche du 30 septembre 2003. Enfin, les statistiques les plus récentes concernant l'exécution de la loi du 30 juillet 1999 établies par la ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ont été soumises au Conseil d'Etat par dépêche du 22 octobre 2003.

*

CONSIDERATIONS GENERALES

La loi du 30 juillet 1999 concernant le statut de l'artiste professionnel et de l'intermittent du spectacle a donné lieu à de très nombreuses critiques de la part du Conseil d'Etat, critiques exprimées dans ses avis des 10 juillet 1998 et 4 mai 1999. Les nombreux amendements formulés par le Conseil d'Etat à l'époque n'ont trouvé qu'un écho très limité dans le texte finalement adopté par la Chambre des députés. Il en résultait une loi qui, sans être inapplicable en pratique, péchait cependant par de nombreuses inélégances ayant abouti à beaucoup de problèmes d'application pratique.

Il en résulte que moins de quatre années après la promulgation de la loi, le Gouvernement se voit obligé d'y apporter toute une série de modifications essentiellement motivées par les difficultés d'application de la loi de 1999.

Avant d'examiner en détail les différentes modifications proposées, le Conseil d'Etat se plaît à reconnaître que les statistiques chiffrées fournies par les auteurs du projet au sujet de l'application de la loi existante démontrent que les craintes exprimées par d'aucuns, dont le Conseil d'Etat lui-même, que la loi sur le statut de l'artiste professionnel ne fût susceptible de générer des abus, ne se sont pas réalisées

en pratique. Tant le nombre de dossiers introduits que les montants accordés au titre de bourses ou d'aides sociales peuvent être qualifiés de raisonnables.

Il n'en demeure pas moins que le texte de la loi, même amendé conformément aux propositions contenues dans le projet sous avis, restera un texte lacunaire et continuera à poser des problèmes majeurs au regard des principes généraux du droit et plus particulièrement du principe de l'égalité des citoyens devant la loi. Le Conseil d'Etat reste convaincu que l'égalité des citoyens devant la loi ne permet pas qu'une personne ayant délibérément choisi d'exercer une activité indépendante de nature artistique, voire artisanale, soit traitée différemment d'une personne ayant opté pour l'exercice d'une activité indépendante industrielle, commerciale, artisanale ou libérale, pour la seule raison que son activité est liée à la création artistique et/ou à la réalisation de spectacles. Il est donc renvoyé à l'avis de base du Conseil d'Etat du 10 juillet 1998 et à son avis complémentaire du 4 mai 1999 dont les développements gardent toute leur valeur (*cf. doc. parl. 4177*).

Les appréhensions du Conseil d'Etat se trouvent encore renforcées au regard de certaines modifications proposées, plus particulièrement celles visant à étendre le bénéfice des aides sociales en cas d'inactivité non pas seulement à des intermittents du spectacle exerçant leur activité à titre indépendant, mais même à certains intermittents jouissant du statut de salarié au service de sociétés domiciliées au Luxembourg.

Le Conseil d'Etat estime qu'une loi qui a été prise dans l'intérêt de l'aide et de la promotion de la création artistique indépendante ne devrait pas mêler les genres en s'étendant également à des personnes jouissant du statut de salarié. Le droit du travail en place est suffisant pour assurer la protection des personnes visées, y compris la lutte contre d'éventuels abus énoncés dans l'exposé des motifs. Il n'y a pas lieu de déroger aux dispositions de droit commun pour les salariés du monde des spectacles.

Le Conseil d'Etat se voit dès lors obligé de s'opposer fermement à l'extension du bénéfice des mesures d'aides sociales prévues dans la loi à des personnes jouissant d'un statut de salarié dans leur entreprise.

Dans le même ordre d'idées, le Conseil d'Etat ne voit pas la nécessité de modifier la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail, plus particulièrement les dispositions visant à déroger au droit commun concernant le nombre et la durée des contrats de travail des personnes salariées du monde de la création artistique et du spectacle. Le Conseil d'Etat rappelle à cet égard sa position constante consistant à s'opposer à une extension des dérogations déjà actuellement contenues dans la législation du travail, dérogations qui à la longue risqueront de vider de son sens les dispositions protectrices des intérêts des salariés. Une dérogation supplémentaire introduite dans la loi pour les salariés visés aurait pour conséquence, non seulement de renforcer la précarité de la situation de ces salariés, mais pourrait en plus être invoquée comme précédent par d'autres secteurs économiques confrontés à des fluctuations saisonnières.

Pour toutes ces raisons, le Conseil d'Etat propose d'omettre toute référence à des personnes salariées dans la loi et de renoncer à modifier la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail.

Le Conseil d'Etat voudrait encore rappeler qu'à l'occasion de son avis du 1er juillet 2003 relatif au règlement grand-ducal du 26 septembre 2003 déterminant le pourcentage du coût global d'un immeuble, réalisé par l'Etat ou par les communes ou les établissements publics, financé ou subventionné pour une part importante par l'Etat, à affecter à l'acquisition d'œuvres artistiques ainsi que les modalités d'application et d'exécution des dispositions relatives aux commandes publiques prévues par la loi du 30 juillet 1999 concernant a) le statut de l'artiste professionnel indépendant et l'intermittent du spectacle b) la promotion de la création artistique, il avait émis des doutes quant à la base légale de la commission créée par ce règlement, à défaut d'une habilitation expresse dans la loi de 1999. Le Conseil d'Etat proposera ci-après un ajout à l'article 13 pour clarifier la situation pour l'avenir.

EXAMEN DES ARTICLES

Article 1er (nouveau selon le Conseil d'Etat)

Comme il l'a annoncé ci-avant, le Conseil d'Etat propose la suppression de toute référence à des personnes jouissant du statut de salarié et partant se prononce contre toute modification du droit du travail dans le cadre de la présente loi. Il souhaite réserver les effets de la loi de 1999 aux seuls indépendants. A l'instar des artistes professionnels indépendants, le Conseil d'Etat propose de souligner le caractère indépendant également pour les intermittents du spectacle. Il est partant proposé d'insérer un article 1er dans le dispositif du projet de loi sous avis, libellé comme suit:

„Art 1er.– L'intitulé de la loi du 30 juillet 1999 concernant a) le statut de l'artiste professionnel indépendant et l'intermittent du spectacle b) la promotion de la création artistique est modifié comme suit: „*loi modifiée du 30 juillet 1999 concernant a) le statut de l'artiste professionnel indépendant et de l'intermittent indépendant du spectacle b) la promotion de la création artistique*“.

Les articles subséquents du projet sous examen sont en conséquence à décaler d'une unité.

Article 1er (2 selon le Conseil d'Etat)

Cet article vise à inclure dans la liste des professionnels concernés par la loi les techniciens de plateau ou de studio. Le libellé proposé ne donne pas lieu à observation.

Articles 2 et 3 (3 et 4 selon le Conseil d'Etat)

Les modifications apportées aux articles 2 et 3 de la loi de 1999, concernant respectivement la définition de l'artiste professionnel et les conditions à remplir pour bénéficier des mesures prévues par la loi et plus particulièrement les aides financières, comptent parmi les innovations les plus importantes du projet de loi sous avis. Le Conseil d'Etat, pour les raisons développées ci-avant et en se ralliant aux explications fournies dans l'exposé des motifs, est en mesure d'avaliser les modifications proposées dont la rédaction ne donne pas lieu à observation.

Article 4 (5 selon le Conseil d'Etat)

Les propositions reprises sous cet article tendent à modifier la définition de l'intermittent du spectacle, telle qu'elle figure à l'article 4 de la loi de 1999.

Le Conseil d'Etat marque son accord avec le remplacement des termes „la personne qui exerce son activité“ par les termes plus précis: „... l'artiste ou le technicien de plateau ou de studio qui exerce son activité principalement ...“.

Par contre, dans la ligne de ses développements dans le cadre des considérations générales, le Conseil d'Etat s'oppose fermement à l'inclusion dans la définition de personnes jouissant du statut de salarié. Les références au salaire, respectivement celles au contrat de travail à durée déterminée, sont partant à omettre.

L'article 4 (5 selon le Conseil d'Etat) du projet prendra dès lors la teneur suivante:

„Art. 5.– L'article 4 de la même loi est modifié comme suit:

Art. 4.– Est intermittent du spectacle, l'artiste indépendant ou le technicien de plateau ou de studio indépendant qui exerce son activité principalement soit pour le compte d'une entreprise de spectacle, soit dans le cadre d'une production notamment cinématographique, audiovisuelle, théâtrale ou musicale et qui offre ses services moyennant honoraires ou cachet sur base d'un contrat de prestation artistique ou d'un contrat d'entreprise.“

Articles 5 et 6 (6 et 7 selon le Conseil d'Etat)

Ces articles portent différentes modifications des articles 6 et 7 de la loi de 1999 dans le sens d'une clarification des conditions d'application régissant respectivement les aides sociales en faveur des artistes professionnels indépendants et les aides en cas d'inactivité des intermittents du spectacle.

Les mesures nouvelles proposées à cet endroit trouvent l'accord du Conseil d'Etat et la rédaction des textes ne donne pas lieu à observation de sa part. Il est entendu toutefois que ces aides ne sauraient être accordées qu'à des personnes ne jouissant pas du statut de salarié, c'est-à-dire qu'en l'occurrence la référence au salaire et au contrat d'emploi devra être supprimée au niveau de l'article 4 comme proposé par le Conseil d'Etat ci-avant.

Articles 7 et 8 (8 et 9 selon le Conseil d'Etat)

Sans observation.

Article 10 (nouveau selon le Conseil d'Etat)

Pour les motifs indiqués dans les considérations générales, le Conseil d'Etat propose l'insertion d'un nouvel article 9 accordant une base légale à la commission créée dans le cadre du règlement grand-ducal du 26 septembre 2003 précité, étant donné que la commission prévue à l'article 14 de la loi a nécessairement une autre composition et une autre mission que celle qui a pour attribution d'appliquer les dispositions de l'article 13.

Cet article serait à libeller comme suit:

„**Art. 10.**– L'article 13 est complété par un cinquième alinéa libellé comme suit:

„Un règlement grand-ducal peut instituer auprès du ministre ayant la Culture dans ses attributions une commission de l'aménagement artistique dont il fixe la mission, la composition, les attributions et l'indemnisation.“ “

Article 9 (11 selon le Conseil d'Etat)

Sans observation.

Article 10

Conformément à ses développements dans le cadre des considérations générales, cet article qui porte modification de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail est à supprimer.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 2 mars 2004.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Pierre MORES